



Assemblée générale

Distr. limitée
24 juin 2024
Français
Original : anglais

Soixante-dix-huitième session

Point 13 de l'ordre du jour

**Application et suivi intégrés et coordonnés des textes
issus des grandes conférences et réunions au sommet
organisées par les Nations Unies dans les domaines
économique et social et dans les domaines connexes**

Bangladesh, Inde, Népal, Pérou, Philippines et Thaïlande* : projet de résolution

Journée mondiale du développement rural

L'Assemblée générale,

Réaffirmant les dispositions de sa résolution [70/1](#) du 25 septembre 2015, intitulée « Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030 », dans laquelle a été adoptée une série complète d'objectifs et de cibles ambitieux, universels, axés sur l'être humain et porteurs de changement, et réaffirmant qu'elle s'engage à œuvrer sans relâche pour que ce programme soit appliqué dans son intégralité d'ici à 2030, qu'elle considère que l'élimination de la pauvreté sous toutes ses formes et dans toutes ses dimensions, notamment de l'extrême pauvreté, constitue le plus grand défi auquel l'humanité doit faire face et une condition indispensable au développement durable, et qu'elle est attachée à réaliser le développement durable dans ses trois dimensions – économique, sociale et environnementale – d'une manière équilibrée et intégrée en tirant parti de ce qui a été fait dans le cadre des objectifs du Millénaire pour le développement, dont elle s'efforcera d'achever la réalisation,

Réaffirmant également ses résolutions [53/199](#) du 15 décembre 1998 et [61/185](#) du 20 décembre 2006 sur la proclamation d'années internationales, et la résolution [1980/67](#) du Conseil économique et social, en date du 25 juillet 1980, sur les années internationales et les anniversaires, en particulier les paragraphes 1 à 10 de l'annexe dans lesquels sont énumérés les critères applicables à la proclamation d'années internationales, ainsi que les paragraphes 13 et 14, dans lesquels il est précisé qu'une année internationale ne peut être proclamée sans que les dispositions de base en vue de son organisation et de son financement aient été prises,

Réaffirmant en outre le Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement, de 2015¹,

* Toute modification apportée à la liste des auteurs sera consignée dans le procès-verbal de la séance.

¹ Résolution [69/313](#), annexe.



Prenant note de sa résolution 73/165 du 17 décembre 2018, par laquelle elle a adopté la Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales,

Rappelant les dispositions de ses résolutions 73/244 du 20 décembre 2018, 74/237 du 19 décembre 2019, 75/232 du 21 décembre 2020, 76/219 du 17 décembre 2021, 77/183 du 14 décembre 2022 et 78/165 du 19 décembre 2023 intitulées « Éliminer la pauvreté en milieu rural en vue de réaliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030 »,

Rappelant également les dispositions de sa résolution 78/279 du 2 mai 2024, par laquelle elle a proclamé l'année 2026 Année internationale des agricultrices, ainsi que sa résolution 78/181 du 19 décembre 2023 sur l'amélioration du sort des femmes et des filles en milieu rural,

Tenant compte des principes proclamés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme² et réaffirmant la Déclaration sur le droit au développement³,

Constatant avec préoccupation que la pauvreté, la faim et la malnutrition frappent de manière disproportionnée les paysans et les autres personnes travaillant dans les zones rurales, y compris les peuples autochtones et les communautés locales,

Consciente de l'interdépendance et du caractère intégré des objectifs de développement durable, et redisant qu'il est essentiel d'éliminer la pauvreté et la faim en milieu rural si l'on veut atteindre les objectifs de développement arrêtés sur le plan international, y compris ceux qui figurent dans le Programme 2030, et qu'il faut envisager le développement rural selon une démarche intégrée qui tienne compte de ses dimensions économique, sociale et environnementale,

Consciente également du rôle et de l'apport décisifs des femmes vivant en milieu rural, notamment des petites exploitantes et des agricultrices, des pêcheuses, des femmes autochtones et de leurs savoirs traditionnels, et des femmes des communautés locales, dans la promotion du développement agricole et rural, l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition et l'élimination de la pauvreté en milieu rural, et soulignant donc qu'il importe de promouvoir leur autonomisation économique, leur plein accès à la propriété foncière, à des possibilités d'emploi décent et à des débouchés économiques et leur participation à la prise de décisions,

Réaffirmant qu'il importe de promouvoir le développement socioéconomique dans les zones rurales, stratégie efficace au niveau mondial pour éliminer la pauvreté, notamment l'extrême pauvreté,

Saluant les efforts déployés par les pays en développement pour éliminer la pauvreté en milieu rural et les progrès remarquables accomplis à cet égard, tout en notant avec préoccupation que les principales lacunes subsistent, notamment le manque des données nécessaires, l'insuffisance de l'investissement dans l'agriculture et le développement rural, le bas niveau et l'inadéquation de la formation du capital humain requis pour la création de moyens de subsistance en milieu rural, l'insuffisance des sources de revenus et notamment la rareté des possibilités de génération de revenus non agricoles, le manque de capacités de production et l'absence de transformation de l'agriculture, la persistance des inégalités entre les femmes et les hommes, l'absence de protection sociale, l'insuffisance des infrastructures et des services de base, l'absence ou la faiblesse de la capacité d'adaptation et de la résilience voulues pour faire face aux effets néfastes des

² Résolution 217 A (III).

³ Résolution 41/128, annexe.

changements climatiques et des catastrophes, le manque d'institutions rurales efficaces et l'insuffisance des ressources,

Soulignant qu'investir dans des installations et des services clés dans les zones rurales sera un moyen efficace de lutter contre la pauvreté et la faim en milieu rural, de créer des emplois productifs et des entreprises et de promouvoir l'inclusion financière numérique pour les populations rurales et les institutions rurales telles que les organisations locales et les coopératives, en particulier pour les jeunes et les femmes en milieu rural, y compris dans le cadre d'initiatives régionales et nationales, comme par exemple l'initiative My Village, My Town lancée par la Première Ministre bangladaise, Sheikh Hasina,

Reconnaissant l'importance de mettre en commun les approches du développement et les solutions locales pour promouvoir le développement rural et accélérer la mise en œuvre du Programme 2030,

Prenant note des initiatives menées par les organisations régionales, notamment le Centre de développement rural intégré pour l'Asie et le Pacifique, pour soutenir l'action nationale et promouvoir la coopération régionale en matière de développement rural intégré,

Convaincue que la célébration d'une journée internationale offrira un cadre général pour l'examen des obstacles et des possibilités que présente le développement rural,

1. *Décide* de proclamer le 6 juillet Journée mondiale du développement rural, afin de souligner l'importance cruciale du développement et de la transformation des zones rurales pour la réalisation des objectifs de développement durable⁴ ;

2. *Invite* tous les États Membres, les organismes des Nations Unies et les autres organisations internationales et régionales, ainsi que les organisations non gouvernementales, les particuliers et les autres parties prenantes concernées, y compris la société civile, les organisations d'agriculteurs, les peuples autochtones et les communautés locales, le secteur privé et les milieux universitaires, ainsi que les écoles, à célébrer la Journée mondiale du développement rural en présentant et en encourageant, selon les contextes nationaux et régionaux, des activités concrètes en faveur du développement durable des zones et communautés rurales ;

3. *Invite* le Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat, en coopération avec les gouvernements, les organisations internationales et régionales compétentes, les institutions spécialisées et toutes les autres parties prenantes, dans le respect des dispositions énoncées dans l'annexe à la résolution 1980/67 du Conseil économique et social, à faciliter l'organisation et la célébration de la Journée mondiale du développement rural en tant que moyen de promouvoir le développement rural, de sensibiliser à la contribution du développement rural à la réalisation des objectifs de développement durable et d'aider les États Membres à planifier et à coordonner les activités de célébration de la Journée ;

4. *Souligne* que toutes les activités qui pourraient découler de l'application de la présente résolution devraient être financées au moyen de contributions volontaires ;

5. *Invite* toutes les parties prenantes à participer et à s'associer à la célébration de la Journée mondiale du développement rural ;

6. *Prie* le Secrétaire général de porter la présente résolution à l'attention de tous les États Membres, des organismes des Nations Unies et des autres parties

⁴ Voir résolution 70/1.

prenantes, notamment la société civile, les organisations d'agriculteurs, les peuples autochtones et communautés locales, le secteur privé et les milieux universitaires, afin que la Journée mondiale soit célébrée comme il convient.
